



## Macron mène une offensive agressive pour un noyau militaire européen

Par [Francis Dubois](#)

Mondialisation.ca, 15 novembre 2019

[wsws.org](http://wsws.org)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Pris en étau entre les États-Unis et la Chine et malgré sa faiblesse économique face à l'Allemagne, Macron propose une stratégie agressive d'un bloc économique et militaire compact de l'UE, sous direction politique française, torpillant celle des États-Unis.

Le caractère réactionnaire et anti-ouvrier de l'offensive de Macron est illustré par le fait qu'il se précipite en même temps vers l'extrême droite. Lors d'une longue interview au magazine politique d'extrême-droite *Valeurs actuelles*, fin octobre, Macron avait sans complexe enfourché les thèmes anti-immigrés et anti-musulmans du RN néofasciste.

«L'échec de notre modèle [d'intégration] se conjugue avec la crise que vit l'islam... Cette crise conduit à des formes très dures d'islam politique», y dit Macron. Il qualifie une manifestation contre l'islamophobie de «tiers-mondisme non-aligné aux relents marxistes», déplore l'échec de la politique d'intégration due aux «abandons républicains» et insiste sur des expulsions plus rapides, disant qu'il n'a «plus d'exécution des obligations de quitter le territoire français».

L'interview avait provoqué un tollé pour ses répercussions internationales. Une tirade pestant contre les «filières illégales» en Europe de l'Est, en fait dirigée contre les transporteurs routiers et les travailleurs d'Europe de l'Est, a déclenché un sérieux incident diplomatique avec la Bulgarie, pays membre de l'UE, et avec l'Ukraine.

Elle coïncide avec les négociations sur le «Paquet mobilité» de réforme du transport routier dans l'UE, connu sous le nom de «Paquet Macron ». Sur la même base protectionniste que les directives sur les «travailleurs détachés» négociées en 2017, celui-ci pénalise les transporteurs routiers de l'Est, réduisant leurs possibilité de transporter des biens en Europe de l'Ouest. La Bulgarie, la Roumanie, la Pologne, la Hongrie, la Lettonie et la Lituanie s'opposent à ces changements qu'elles qualifient de «protectionnisme illégal». La Bulgarie veut aller devant la Cour européenne de justice.

La crise diplomatique est survenue alors que Macron pousse agressivement son agenda de «noyau dur» européen autour duquel les pays nouvellement admis en particulier d'Europe de l'Est et des Balkans, mais aussi du Nord de l'Europe, n'auront que des rapports lâches. L'intégration intensifiée du «noyau européen» au détriment d'une UE large est surtout destinée à la création d'une armée européenne capable de faire la guerre indépendamment des USA, et au besoin contre eux.

Jeudi 7 novembre, Macron a lancé contre l'OTAN la plus cinglante attaque d'un chef d'État

membre de l'alliance depuis sa fondation, à quelques semaines de la célébration de son 70e anniversaire. L'OTAN était «en mort cérébrale» a-t-il dit au magazine *The Economist*.

L'Europe, «dans une situation au bord du précipice», devait «se penser comme puissance dans ce monde». Il y avait sinon le risque «que nous disparaissions, ou en tous cas que nous ne soyons plus les maîtres de notre destin». L'Europe de la défense devait se «muscler» et se doter d'une «autonomie stratégique et capacitaire sur le plan militaire». Il a dans le même temps insisté pour «rouvrir un dialogue stratégique... qui prendra du temps, avec la Russie».

Macron n'avait pas hésité en octobre à torpiller l'accession de la Macédoine du Nord à l'UE et la candidature de l'Albanie, remettant en question l'extension de l'UE aux Balkans et conduisant à l'effondrement du gouvernement Macédonien. «Le processus est-il efficace? De notre point de vue, non», avait dit la secrétaire d'État aux Affaires européennes de Macron, Amélie de Monchalin.

Les pays issus de la dislocation de la Yougoslavie, Bosnie, Kosovo, Macédoine, Montenegro et Serbie ainsi que l'Albanie, sont vus comme de futurs membres de l'UE. L'Albanie est déjà membre de l'OTAN. La position de Macron a provoqué des réactions d'alarme à Bruxelles et Washington.

Pour justifier sa réaction sur l'Albanie, Macron, avait critiqué ainsi les négociations avec ce pays: «C'est bizarre comme type de relation. Comment voulez-vous que j'explique à mes concitoyens que le deuxième pays qui demande le plus l'asile en France, ce sont des gens qui viennent d'Albanie... Quand je ne sais pas l'expliquer aux gens, c'est qu'il y a un problème.»

Selon le *New York Times*, qui parle au nom du Parti démocrate et du renseignement américain, «Le résultat (des actions de Macron) a été de déstabiliser encore plus l'Ouest des Balkans, un trou dans l'Union européenne où la Russie et la Chine se sont immiscés». Il cite une analyste de l'Atlantic Council: «sur le plan géopolitique, on ne peut regarder les Balkans occidentaux et ne pas réaliser qu'une bataille s'y déroule... Alors soit la France ne le voit pas, soit elle trouve cela acceptable.»

Macron poursuit depuis plusieurs mois une offensive diplomatique vis-à-vis de la Russie qu'il justifie par le retrait des États-Unis, l'effondrement des anciennes structures et la nécessité d'une «nouvelle architecture» associant la Russie. Une campagne devenue visible avec son invitation de Poutine au sommet du G7 de Biarritz en août et le retour peu avant de la Russie dans l'Assemblée Parlementaire du conseil de l'Europe (APCE).

Cette offensive défie de fait la «garantie de sécurité» de l'OTAN, dirigée contre la Russie, offerte au pays comme la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie et l'Ukraine, limitrophes de la Russie, et l'escalade militaire menée par l'OTAN depuis 2015 contre Moscou dans l'Est. Ceci avait failli provoquer une «guerre totale» avec la Russie, avait déclaré le président François Hollande.

Ce rapprochement découle aussi de la présence de grandes entreprises françaises en Russie. Elles y ont contribué à permettre à la Russie de contourner les sanctions imposées par les États-Unis après l'occupation russe de la Crimée. Trente-sept des sociétés du CAC-40 sont implantées en Russie, ainsi que 1.200 PME françaises. Selon Business France, la France avec 500 entreprises implantées en Russie reste le premier employeur étranger dans le

pays, avec 160.000 salariés. De nombreux patrons français considèrent que les sanctions ciblant la Russie étaient en fait dirigées contre eux.

Total a encore intensifié récemment ses investissements en Russie participant à des projets de construction de terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) avec la société russe Novatek. A l'occasion de l'ouverture d'une nouvelle usine à Kaluga en 2018, le PDG de Total avait souligné: «la Russie est devenu un pays majeur pour Total ...et un marché prioritaire à fort potentiel», ajoutant: « Cette nouvelle plateforme de production va contribuer à renforcer notre position sur le marché intérieur russe et les marchés avoisinants d'Asie Centrale».

Sa production d'hydrocarbures en Russie a franchi pour la première fois le seuil des 3 millions de barils équivalents pétrole par jour au troisième trimestre de 2019.

L'intervention renforcée de la France en Europe de l'Est, est aussi un défi à l'Allemagne. Le site Web politico cite un haut responsable diplomatique français: «L'époque où la France ignorait l'Europe de l'Est et où nous acceptions que c'était une zone d'influence politique et économique de l'Allemagne, tout cela n'est pas notre approche et tout cela est du passé... Ce n'est pas par hostilité envers l'Allemagne, c'est parce que la France veut être un pays central dans l'Union européenne».

L'extension à l'Est de l'UE avait surtout profité au capitalisme allemand qui avait largement investi et exploité les salaires très bas offerts par les régimes post-staliniens à partir des années 1990.

Malgré le rêve de Macron d'une stratégie indépendante, l'impérialisme français pris en étau entre les grand blocs ne fait pas le poids face à ses concurrents. Ses manoeuvres ne font que dévoiler les rivalités toujours plus dangereuses qui émergent entre les grandes puissances capitalistes, et qui menacent faire éclater la guerre en Europe.

**Francis Dubois**

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Francis Dubois](http://Francis Dubois), [wsws.org](http://wsws.org), 2019

Articles Par : [Francis Dubois](http://Francis Dubois)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)